

Gouverner les forêts africaines à l'ère de la mondialisation

Edité par

Laura A. German, Alain Karsenty et Anne-Marie Tiani



Chapitre 4

Le nouveau « grand jeu » économique en Afrique et l'avenir des réformes de la gouvernance du secteur forestier

A. Karsenty

Résumé

Une nouvelle architecture mondiale des flux commerciaux des produits forestiers se dessine. Des pays émergents, la Chine en tête, se positionnent comme acheteurs de bois, investisseurs économiques et bailleurs de fonds de gouvernements africains dont les pays sont riches en ressources naturelles. Ceci, combiné à d'autres facteurs, contribue à l'érosion de l'influence des institutions financières comme la Banque Mondiale, dont les actions dans le domaine forestier sont centrées sur les politiques et la gouvernance, et les conséquences de cette évolution peuvent être importantes pour l'évolution de ces deux composantes.

Un facteur d'achoppement dans les processus de réformes destinés à promouvoir la gestion durable des forêts et à faire évoluer la gouvernance est le dysfonctionnement des institutions publiques. Une régulation basée sur des instruments économiques doit pouvoir compter sur une application suffisante des lois et sur une relative neutralisation des intérêts personnels des agents de l'administration. Les bailleurs de fonds, promoteurs extérieurs des réformes, considèrent implicitement les gouvernements soit comme des réformateurs potentiels tournés vers l'intérêt général, soit, au contraire, comme dominés par des intérêts particuliers justifiant une très large privatisation. Trop peu d'attention est portée à des architectures différentes de l'Etat, favorisant les contre-pouvoirs institutionnalisés (*checks and balances*), malgré des innovations prometteuses comme les observateurs indépendants. Trop d'espoirs sont fondés également sur la gestion communautaire des forêts comme alternative à une réforme de l'Etat dont on espère pouvoir faire l'économie.

D'importantes ressources financières sont attendues des initiatives prises dans le cadre du mécanisme REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation). Elles seront en partie destinées à financer des paiements pour services environnementaux, créant de nouvelles « rentes de conservation » et susciteront des enjeux importants entre les communautés et au sein même de celles-ci. L'engagement pour que, au niveau central comme au niveau local, se développent les mécanismes de reddition des comptes (*accountability*) sera l'une des principales clés de l'évolution de la gouvernance des forêts.

Un nouveau « grand jeu » en Afrique ?

Au XIX^e siècle, la Russie impériale cherchait à s'assurer le contrôle de ports maritimes des mers chaudes du golfe persique mais elle se heurtait à l'ambition concurrente de la Couronne britannique qui cherchait à étendre son influence à partir des Indes. La Perse était au confluent de ces rivalités, qui aboutirent à la création de l'Afghanistan comme Etat tampon. C'était le « grand jeu »¹ que les gazettes de l'époque se plaisaient à représenter sous la forme d'un affrontement feutré entre l'ours russe, le lion anglais et le chat (pour le Shah).

Cette expression est régulièrement utilisée pour parler de nouvelles rivalités stratégiques entre des puissances visant à s'assurer le contrôle de zones ou ressources clés. Les pays émergents, la Chine en tout premier lieu, semblent devoir être les protagonistes de nouvelles rivalités en Afrique dont les enjeux sont l'accès à des ressources naturelles et secondairement à des marchés. Les pays occidentaux et leurs entreprises, historiquement dominants dans les économies de cette région, sont sur la défensive. Le phénomène inédit est que les grandes organisations internationales, Banque Mondiale en tête, qui s'efforcent de rendre plus transparent l'accès à ces ressources naturelle dans le cadre de la promotion de la « bonne gouvernance », voient leur influence s'éroder. Avec elle, un certain nombre d'évolutions jugées inéluctables par de nombreux analystes, comme la dévolution de droits de gestion des ressources forestières, pourraient être remises en cause.

Il faudra compter aussi avec l'autonomie des gouvernements africains, passés maîtres dans l'art de maintenir à peu près intacts certains intérêts tout en réformant avec plus ou moins de conviction les secteurs forestiers ou miniers. L'arrivée en force d'un pays comme la Chine dans le jeu économique et politique du continent permet d'accroître encore les marges d'autonomie des Etats africains, et rend encore plus incertain le sens des évolutions quant à la gouvernance de ces ressources naturelles.

Un autre « grand jeu » se profile autour de l'accès à de futures rentes de conservation liées aux efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques. La forêt, qui était restée le parent pauvre des mécanismes incitatifs du protocole de Kyoto, devient l'objet d'une attention nouvelle avec la mention dans la déclaration de Bali d'un nouveau mécanisme baptisé REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la



1 « Now I shall go far and far into the North, playing the Great Game » (Kim, Rudyard Kipling).

dégradation) susceptible de générer des ressources financières significatives pour les grands pays forestiers. Mais l'importance de ces ressources financières dépendra tout autant, sinon plus, des règles qui seront adoptées pour ce mécanisme que des efforts consentis par les pays pour réduire la déforestation. Les grands pays forestiers africains – qui se trouvent essentiellement en Afrique centrale – se sont organisés dans cette perspective, et ont remporté un premier succès à Bali avec la mention de la « dégradation ». Sans, d'ailleurs, que les implications de cette mention ne soient véritablement claires. Dans ce nouveau jeu qui émerge, il faudra veiller à ce que ne soient pas sacrifiés l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'une part, et les aspirations légitimes des populations africaines à sortir de la pauvreté, de l'autre.

Une nouvelle orientation des flux commerciaux et une nouvelle donne géopolitique

La Chine, et dans une moindre mesure pour l'instant l'Inde, ont multiplié ces dernières années les investissements et les accords commerciaux avec des pays africains, riches en matières premières (pétrole, gaz, minerais, bois etc.). Forts de réserves de liquidités impressionnantes, les Chinois, notamment, acquièrent des sociétés existantes, prennent des participations dans les entreprises stratégiques de l'énergie ou des mines, se font attribuer des concessions minières ou forestières, et n'hésitent pas à construire des routes ou d'autres infrastructures de transport pour évacuer les matières premières qui leur ont été concédées (comme au Gabon).

Une influence politique accrue des « nouveaux acteurs internationaux »

Sur le plan politique, la conférence « Chine-Afrique » qui a réuni les représentants de 48 pays africains en novembre 2006 à Pékin, a manifesté spectaculairement la dimension géopolitique de cette coopération marqué par les promesses d'un doublement de l'aide chinoise d'ici 2009 et une offre de prêts et de crédits au continent africain d'un montant de 5 milliards de dollars. En marge du sommet a été annoncée la signature de contrats commerciaux d'une valeur de 1,9 milliard de dollars (*Le Monde* 07/11/06).

La Chine se présente comme une alternative aux nations européennes, toujours soupçonnées de néo-colonialisme par une partie de l'opinion africaine ; un sentiment que les chefs d'Etat africains sont prompts à instrumentaliser pour s'affranchir des tentatives exogènes d'imposition d'une meilleure gouvernance. Les dirigeants chinois mettent habilement en avant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays récipiendaires de l'aide qu'ils fournissent. Ils proposent ainsi à certains pays africains des aides financières directes en échange de garanties d'accès à certaines ressources stratégiques, sans assortir ces aides de conditionnalités – contrairement aux institutions financières internationales. Les pays disposant de matières premières utiles aux Chinois ou aux Indiens peuvent ainsi envisager de se soustraire, au moins partiellement, aux directives des institutions financières internationales dans les pays où elles interviennent

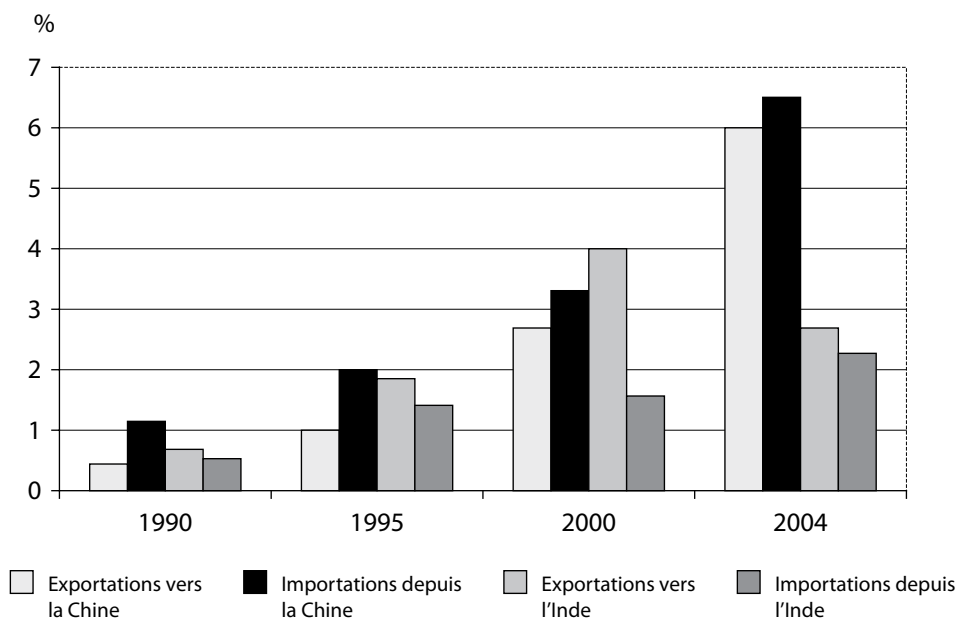


Figure 4.1 Evolutions des échanges entre l'Afrique et la Chine et l'Inde

Source : Goldstein *et al.* 2006 et IMF Direction of Trade Statistics

fortement, tant en ce qui concerne la privatisation, le démantèlement des monopoles publics, etc. que dans le domaine de la transparence et de la gouvernance.

Jusqu'à présent, peu de travaux ont rendu compte de ce phénomène ou analysé les effets de ces nouvelles alliances sud-sud. Celles-ci interviennent dans un contexte d'amélioration de la situation budgétaire des pays exportateurs, du fait de la hausse du prix des matières premières, alimenté précisément par croissance de la demande chinoise et des autres pays émergents.

Depuis deux ou trois ans une certaine érosion de l'influence de la Banque Mondiale sur le formatage des politiques sectorielles se manifeste, à l'opposé des années 1990 où, à travers l'ajustement structurel et des conditionnalités mises sur les prêts, la Banque était parvenue à imprimer une orientation commune dans les nouvelles politiques sectorielles adoptées par plusieurs pays africains (par exemple la réforme forestière au Cameroun et la rédaction du Code Minier en République Démocratique du Congo). L'effacement d'une partie de la dette publique – et notamment de celle vis-à-vis de la Banque Mondiale et du FMI – de plusieurs pays africains dans le cadre de l'initiative PPTE² contribue objectivement à accroître les marges d'autonomie des pays africains producteurs de matières premières.

² Pays pauvres très endettés.

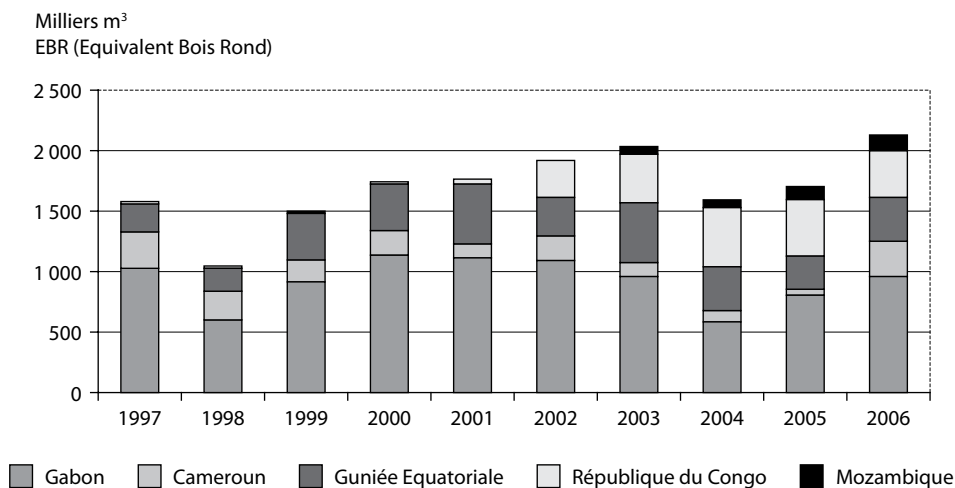


Figure 4.2 Les 5 premiers fournisseurs africains de bois à la Chine

Source : White *et al.* 2006

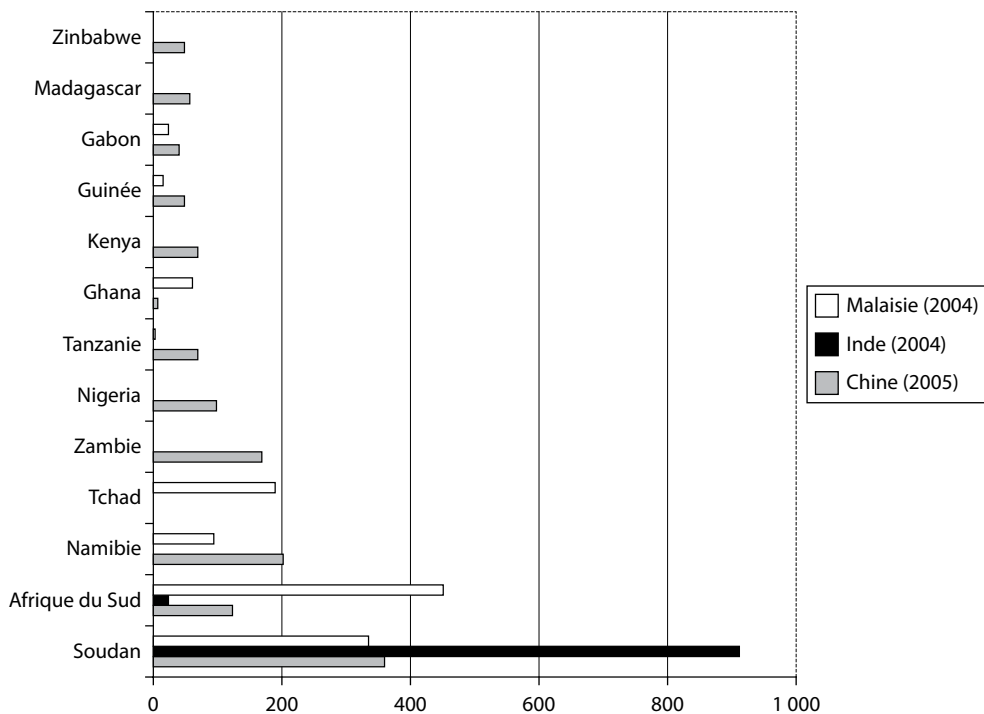


Figure 4.3 Investissements directs étrangers asiatiques en Afrique sub-saharienne en 2004–2005 ; (en millions \$ US)

Source : UNCTAD 2007

Quel impact sur la gouvernance sectorielle et environnementale ?

L'impact du développement des échanges sud-sud et des investissements directs des firmes asiatiques en Afrique pose des questions majeures à l'analyste des régimes internationaux, aux agences d'aide et de coopération et aux ONG qui ont misé sur le développement d'instruments de gouvernance fondés sur des normes environnementales et sociales, et appuyées par l'initiative privée, comme la certification et la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) des entreprises ou encore l'initiative EITI (*Extractive Industry Transparency Initiative*). Ces instruments sont fondés sur des normes internationales, et fonctionnent sur une base volontaire. Ils ont émergé avec la prise de conscience, suscitée par les médias et des ONGs internationales, de la capacité des consommateurs à influencer sur un certain nombre de pratiques des firmes (en général occidentales) implantées au Sud ou s'y approvisionnant largement. Plusieurs analyses ont mis en avant la possibilité que ce type de normes générées par des dispositifs transnationaux associant des entreprises privées et des acteurs de la « société civile » permette de « gouverner sans gouvernement » (Cashore 2002).

Tableau 4.1 Forêts certifiées FSC en Afrique (septembre 2008)

| | Type forêt | Tenure | Surface (ha) |
|----------------|-----------------|------------|------------------|
| Afrique du Sud | | | 1 704 729 |
| Cameroun | Forêt naturelle | Concession | 482 110 |
| Congo | Forêt naturelle | Concession | 748 200 |
| Kenya | Mixte | Privé | 2 605 |
| Maroc | Plantation | Public | 37 271 |
| Tanzanie | Plantation | Privé | 33 939 |
| Ouganda | | | 28 500 |
| Mozambique | | | 71 061 |
| Namibie | | | 187 437 |
| Swaziland | | | 86 874 |
| Zimbabwe | Forêt naturelle | Privé | 41 574 |
| *** | Plantation | Privé | 47 885 |
| *** | Plantation | Privé | 18 972 |
| Total | | | 3 491 157 |

Source : www.fsc.org³

Même sans exclure totalement l'action publique mais plutôt en articulation avec celle-ci (Falkner 2003), les nouvelles formes de gouvernance, observées dans plusieurs secteurs dont la forêt (Pattberg 2005), laissaient entrevoir des stratégies nouvelles pour surmonter les défaillances des institutions publiques. Mais de telles hypothèses sont aujourd'hui

³ Depuis le début 2008, le site du FSC ne détaille plus le type de forêt et de tenure des surfaces certifiées. Le tableau 4.1 l'indique donc seulement lorsque cette information est connue de l'auteur.

prises en question par le poids des pays émergents, et en premier lieu Chine et Inde, dans les exportations des pays producteurs de matières premières et de produits agricoles, et tout particulièrement en Afrique. Ces pays émergents sont à la recherche de gros volumes, de bas prix, sans intérêt spécialement marqué pour la qualité et encore moins pour des garanties environnementales et sociales – synonymes de surcoûts.

Le changement d'orientation des flux d'exportation des pays africains, d'une part, et les investissements directs dans les activités d'exploitation, d'autre part, affaiblissent la « politique de régulation par les normes » qui a pourtant rencontré quelques succès en Afrique dans les domaines forestiers et miniers, avec plusieurs entreprises engagées dans la certification forestière FSC en Afrique centrale. En République du Congo, le sud du pays est caractérisé par la prédominance des entreprises chinoises et malaisiennes d'exploitation forestière qui ne respectent pas, avec semble-t-il une certaine complaisance de la part des autorités, l'obligation légale d'aménagement forestier (généralement considérée comme une étape nécessaire et *sine qua non* pour la certification), contrairement au nord du pays où plusieurs entreprises européennes ont obtenu la certification FSC (deux concessions de plusieurs centaines de milliers d'hectares certifiées en 2006 et 2007) et préparent des plans d'aménagement. En outre, les sociétés asiatiques préfèrent payer les lourdes surtaxes imposées pour manquements aux obligations de transformation locale que de s'y conformer.

Les entreprises européennes, qui voient la part de la Chine et de l'Inde s'accroître tous les ans dans leurs carnets de commande, pourraient être tentées de renoncer à se mettre en conformité avec les normes environnementales et sociales véhiculées par la certification forestière ou qui figurent dans les engagements volontaires d'un certain nombre de grandes entreprises occidentales intervenant en Afrique. D'un autre côté, la plupart des entreprises sont positionnées sur plusieurs marchés, parfois complémentaires (dans le bois, marchés de niches haut de gamme pour l'Europe, marchés de gros volume et de qualité inférieure pour l'Asie...), et les systèmes de certification s'accordent mal avec une segmentation des productions en fonction de la destination : il y a des risques de réputation pour les entreprises qui ne peuvent se permettre d'ignorer certains marchés. Autre phénomène plaçant pour une incitation à la certification indépendamment du marché : la hausse importante de la valeur boursière des sociétés forestières certifiées FSC.⁴ L'IFIA (*InterAfrican Forest Industry Association*), qui regroupe de grandes industries forestières en Afrique, annonce qu'elle vise 10 millions d'hectares de forêts certifiées à l'horizon 2012 en Afrique. Mais toutes les entreprises n'ont pas un capital ouvert aux fonds d'investissements internationaux et ne sont pas également sensibles aux questions de réputation.

Du fait de ces tendances opposées, il est encore difficile d'évaluer l'impact de cette nouvelle donne commerciale et géopolitique sur la gouvernance des ressources naturelles, et notamment des forêts. On peut cependant avancer l'hypothèse que cette compétition croissante pour les forêts présentant une valeur commerciale élevée et pour les ressources naturelles (produits minerais et pétroliers qui gisent dans les sous-sols forestiers) ira plutôt

4 Schneider (2007) signale une augmentation de 300 % du cours de bourse d'une grande société forestière indonésienne entièrement imputable à l'obtention de la certification FSC. En Afrique, les données ne sont pas connues.

dans le sens du renforcement des efforts des gouvernements pour conserver la propriété et le contrôle de ces forêts que dans celui d'une large dévolution de droits aux communautés locales. En ce sens, on peut contester la prévision faite par White *et al.* (2007) d'un doublement, au niveau mondial, d'ici 2020 des forêts de propriété communautaire « du fait d'un déclin du contrôle des gouvernements centraux sur les terres » (p. 9). Là où les enjeux économiques du contrôle des terres boisées sont élevés, il est vraisemblable que les tentations étatiques de conserver la capacité d'allouer ces ressources l'emporteront souvent sur les aspirations au contrôle local par les populations rurales. On verra plus loin que certains analystes redoutent également qu'une telle tendance centralisatrice ne constitue l'un des effets pervers du mécanisme de déforestation et de dégradation évitées (REDD) à travers une extension des aires protégées et la marginalisation des populations (Griffiths 2007). Il est nécessaire, de ce point de vue, d'être attentif aux objectifs réels des gouvernements et au fonctionnement des Etats.

Des réformes qui trébuchent sur la nature de l'Etat ... et des « communautés »

En matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, le recours aux instruments économiques que constituent la fiscalité incitative, la certification volontaire, les marchés de droits d'usage, les mécanismes d'allocation par enchères, et les « paiements pour services environnementaux », se généralise dans les pays industrialisés et devient plus fréquent dans les pays du Sud (OCDE 2004). De nombreux économistes pensent que ces instruments, souvent basés sur le marché, sont plus efficaces que les instruments réglementaires de type « command and control » pour atteindre des objectifs de gestion environnementale (Cashore 2002 ; Pagiola *et al.* 2002 ; Sterner 2003). La Banque Mondiale, très active dans ce domaine depuis le début des années 1990, et d'autres organismes de coopération ont encouragé les pays africains à adopter de tels instruments, en inspirant et appuyant des réformes dans le domaine de la fiscalité forestière ou pour promouvoir l'introduction de la compétition dans l'allocation des concessions (Brunner et Ekoko 2000 ; Karsenty 2006). On ajoutera à ces instruments économiques la dévolution des responsabilités de gestion aux « communautés villageoises » qui procède d'une recherche d'alternatives plus efficaces, au plan écologique, social et même économique, à une gestion étatique et centralisée (Ostrom 1990 ; Borrini-Feyerabend *et al.* 2004) ; White *et al.* 2007).

De la décennie de réformes et d'efforts consentis pour déployer certains de ces nouveaux instruments dans le secteur forestier, il ressort un bilan mitigé, qui incite à réfléchir sur la mise en œuvre d'instruments économiques dans un contexte où l'Etat est défaillant dans sa mission de régulateur neutre et travaillant pour l'intérêt général des populations qu'il est censé représenter. Beaucoup d'observateurs tendent à sous-estimer la capacité des gouvernements – et d'autres acteurs non gouvernementaux – à n'appliquer que de manière très formelle ou sélective les fameuses « exigences » des institutions financières internationales (IFI), afin de déjouer les « conditionnalités » qui retardent l'attribution des aides financières.

L'instrumentalisation des administrations par des intérêts privés

Les institutions publiques, censées créer un cadre favorable à la mise en œuvre des objectifs de développement décidés par la sphère politique, accusent des faiblesses importantes, notamment du fait du détournement de leur mission par des intérêts privés, de la faible coordination entre les différentes structures et de l'absence d'alliance stratégique avec les éléments les plus dynamiques de l'industrie forestière pour promouvoir les intérêts généraux des entreprises. Les administrations de nombreux Etats africains souffrent depuis plusieurs années d'un manque de légitimité et de crédibilité vis-à-vis des citoyens. Ces administrations sont perçues comme des institutions prédatrices, essentiellement mues par la recherche d'opportunités de captation de rentes. Ainsi, par exemple, au Cameroun, le recours à l'adjudication pour l'attribution des titres forestiers, qui privait l'administration forestière de cette responsabilité et des rentes qui y sont attachées, différentes parades ont été édifiées par celle-ci au fil du temps : utilisation visiblement abusive des « critères techniques » au détriment de l'offre financière, non respect vraisemblable de la confidentialité des manifestations d'intérêt (Karsenty *et al.* 2006). Comment sortir d'une situation où le fonctionnement de l'Etat est dominé par la recherche de rentes et où les instruments économiques ne peuvent fonctionner correctement sans un Etat ayant un minimum d'efficacité et de neutralité ? Faut-il s'inspirer des théories des autorités indépendantes (Frison-Roche 2002) qui ont pour mission d'assurer de manière libre grâce à un statut protecteur la régulation d'un champ d'intervention public ?

Renforcer les contre-pouvoirs institutionnalisés

Un premier pas, modeste, dans cette direction est peut-être le principe de *l'observation indépendante*, que ce soit pour veiller au respect de l'attribution concurrentielle des concessions (rôle confié à une personnalité issue de la société civile) ou pour accompagner les services de contrôle forestiers sur le terrain afin de lutter contre les infractions. Ce rôle est confié à une ONG internationale (*Resources Extraction Monitoring*) au Cameroun, en République du Congo (en RDC cette mission devrait être confiée à Global Witness).

Privatiser la fonction régalienne de contrôle ?

La délégation de fonctions de contrôle à des sociétés privées fait également partie de l'arsenal employé par les IFI. On peut éventuellement voir dans ces privatisations le reflet d'un choix idéologique des institutions de Bretton Woods – ce qui est parfois le cas – mais on peut également considérer, avec Laffont (2000 : 141) que « la privatisation d'activités peut se justifier par les obstacles qu'elle met à la poursuite d'agendas privés par des gouvernements non bienveillants ». Dans le secteur forestier, où le problème de l'exploitation illégale est central, un début de privatisation des fonctions de contrôle existe à travers le rôle accru des sociétés de surveillance. Ce rôle est probablement appelé à se renforcer avec l'exigence de « vérification de légalité » formulée par l'Union Européenne (UE) pour l'importation des bois tropicaux.⁵ Mais cette « privatisation » est incomplète dans la mesure où ces sociétés privées effectuent des contrôles (aux points d'exportation,

5 Voir <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r12528.htm>.

à l'entrée des usines...) sans pour autant que ne disparaissent les structures traditionnelles de l'administration qui effectuent, en principe, les mêmes tâches (les douanes, le service forestier). Ce « dédoublement » du public par le privé est-il une solution viable ? C'est, à tout le moins, une solution coûteuse pour les contrôlés, même ceux en règle. Le double contrôle se paye en argent (taxe supplémentaire sur les exportations) et en temps (« lourdeurs administratives » et quelques tracasseries en prime). Existe-t-il des alternatives à cette privatisation rampante dont on voit qu'elle ne peut pas vraiment évincer l'administration (pour le meilleur ou pour le pire) ?

Augmenter le personnel en charge du contrôle, et l'équiper convenablement, ne résoudra rien si des mécanismes efficaces mettant les agents à l'abri de la corruption ne sont pas trouvés. L'augmentation des salaires des fonctionnaires est absolument nécessaire mais n'est pas une solution suffisante pour empêcher la corruption. Cette dernière est diffusée dans toutes les couches de revenus et elle se manifeste plus particulièrement quand les agents de l'Etat peuvent favoriser ou gêner des agents économiques disposant de moyens financiers substantiels. Une solution possible est de déléguer certaines fonctions de contrôle à des structures privées, mais une autre serait de créer un corps spécial fonctionnant selon les principes du secteur privé au sein de l'administration elle-même. Un tel corps spécial de contrôle ne remettrait pas en cause le statut des fonctionnaires, mais serait régi par des règles de fonctionnement, d'avancement et de rémunération s'inspirant du secteur privé. Avec une incitation forte pour les agents de l'administration à intégrer ce corps, mais avec le risque de « redescendre » dans le régime commun administratif si les performances sont mauvaises (conviction de corruption par exemple).

Certes, rien ne garantit qu'une telle structure ne dériverait pas, ou que tout risque de nouveau dédoublement du contrôle (par des fonctionnaires « hors corps spécial ») serait banni. Mais on peut envisager qu'une telle solution présenterait quelques avantages (acceptabilité par les fonctionnaires en général) que n'offre pas la solution de la privatisation.

L'expérience mitigée de la foresterie communautaire au Cameroun

L'expérience de « dévolution de la gestion » aux communautés villageoises qui s'est concrétisée par la création institutionnalisée de « forêts communautaires » depuis 1994 au Cameroun, s'est avérée constituer plus souvent des sources d'enrichissement illicites pour des « élites » associées à des fonctionnaires forestiers indécents, qu'un levier de développement local (Bigombe Logo 2004 ; Oyono 2004 et 2005 ; Ndanyou et Majerowicz 2004).

Les forêts communautaires camerounaises posent de sérieux problèmes au niveau de la maîtrise de ces titres d'exploitation. Originellement prévues par la loi forestière pour permettre un développement communautaire dans les zones forestières, ces espaces qui

Tableau 4.2 Données 2007 sur les forêts communautaires au Cameroun

| Forêts communautaires | Nombre | Surface totale (ha) | Surface moyenne (ha) | Volume produit (m ³) | Surface annuelle de production (ha) |
|--|--------|---------------------|----------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| Sous convention | 110 | 420 713 | 3 825 | | |
| Avec plan simple de gestion et exploitation légale | 51 | 195 852 | 3 840 | 40 802 | 8 652 |

Source : Sous-direction des forêts communautaires du MINFOF

ne sont pas assujettis au paiement des principales taxes forestières et doivent produire artisanalement des débités suivant un plan simple de gestion sur 25 ans, font l'objet depuis 2003, d'une exploitation incontrôlée. Les forêts exploitées ne respectent pas les plans simples de gestion. Les zones ne sont pas matérialisées. L'utilisation des documents sécurisés n'est pas maîtrisée. Des partenariats sont souvent noués avec des exploitants et des agents indéliques pour avoir accès aux « lettres de voiture »⁶ de transport des débités, en vue de faire une exploitation abusive des forêts concernées, voire d'exploiter illégalement d'autres zones forestières et de déclarer les bois abattus comme provenant « d'une forêt communautaire ». En 2005, 120 000 m³ de bois scié exporté à Douala était déclaré venir de partenariats avec des forêts communautaires, soit largement plus que la production légale sur celles-ci (Karsenty *et al.* 2006).

Quelles « communautés » ?

En Afrique le discours sur la « communauté villageoise » masque la réalité de l'appropriation des espaces et des ressources par des groupes familiaux aux contours plus ou moins larges. Les villages sont souvent des créations induites par l'action coloniale, à travers le regroupement de populations le long des routes pour en faciliter le contrôle. Comme le notait Bayart (1989), on a trop souvent assimilé en Afrique *logiques communautaires* (les activités et l'appropriation des ressources sont individualisées mais l'accès à l'espace, support de ces ressources, est socialisé dans des cadres communautaires) et *sociétés « holistes »* à comportement collectif (l'individu n'a pas de stratégie en dehors du groupe). Hugon (1992) résume parfaitement, et simplement, la question en ces termes : « la caractéristique des sociétés africaines est à la fois celle de très fortes contraintes sociales limitant les libres arbitres et interdisant une vision utilitariste et également des stratégies économiques fortement individualisées caractérisées par la mobilité, « l'exit option », et la grande flexibilité des pratiques économiques limitant les effets de structure privilégiés par l'anthropologie ».

Les expériences de transfert de gestion dans plusieurs pays en Asie du Sud-est (Levang et Buyse 2007) et en Afrique montrent que la « communauté locale » n'apparaît pas comme une entité aisément identifiable, aux contours bien définis et dotés de règles internes stables. Cette incertitude sur la nature de la « communauté » se double d'une

6 Autorisation administrative qui permet de faire circuler des quantités déterminées de bois sur le territoire. Ces « lettres de voiture » font l'objet d'intenses trafics (fabrication de faux...).

actualisation de la question de l'identité des acteurs, dont l'enjeu est de déterminer qui est « ayant droit » et qui ne l'est pas, souvent en jouant sur l'argument de l'identité ethnique et en stigmatisant l'« étranger ».

Les limites de l'autonomie : le facteur géographique

Les tentatives de promotion d'un autre modèle de développement forestier basé sur l'autonomie économique des collectivités s'accompagnant d'un transfert de droits et de responsabilités butte sur la contrainte des coûts d'une activité économique dans des zones dépourvues d'infrastructure et éloignées des marchés. Ezzine de Blas et Ruiz-Pérez (2006) ont montré que la probabilité d'une exploitation « en régie » (self-management) – a priori plus intéressante financièrement pour la communauté qu'un contrat d'exploitation avec une compagnie forestière – décline avec la distance aux grands axes routiers et aux marchés. Le partenariat avec une entreprise est souvent nécessaire pour lever les contraintes de transport et de commercialisation.

On peut faire l'hypothèse que dans les grandes zones forestières d'Afrique, enclavées et à faible densité de population, le modèle de la petite entreprise artisanale et/ou de la foresterie communautaire est difficilement viable *en tant qu'entité économique autonome* tant que l'exploitation de bois d'œuvre (*timber*) reste l'activité la plus rémunératrice. Des modèles fondés sur l'exploitation d'autres ressources (à l'instar des communautés qui, en Amérique du Sud, exploitent la noix du Brésil) peuvent émerger dans l'avenir, mais la situation actuelle laisse à penser que le régime de la concession industrielle garde une certaine rationalité dans les conditions économiques et démographiques qui prévalent.

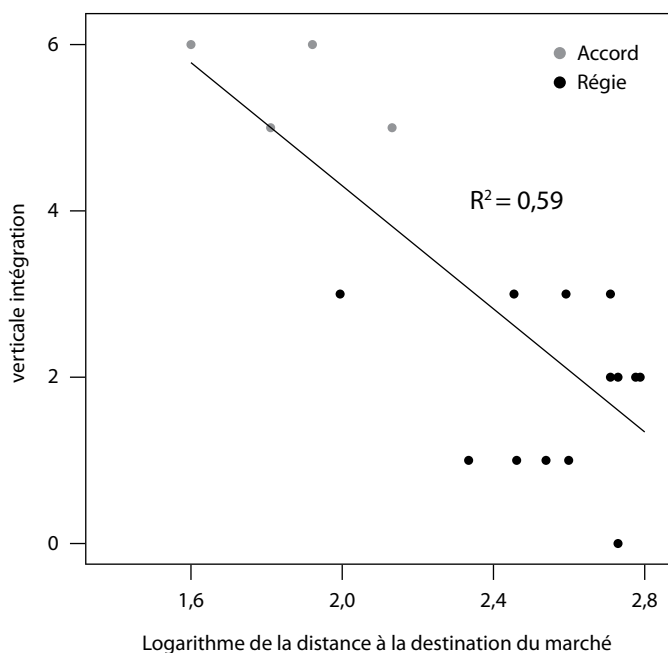


Figure 4.4 Relation statistique entre intégration verticale (gestion autonome) d'un échantillon de forêts communautaires au Cameroun et distance aux marchés où les bois sont vendus

Source : Ezzine de Blas et Ruiz Pérez 2006

D'où l'intérêt de travailler à le réguler, et à veiller à ce que les partenariats conclus entre les entreprises et les communautés villageoises soient satisfaisants en termes d'équité.

L'option de généralisation de formes de gestion communautaires des ressources naturelles défendue par de nombreux analystes est souvent une façon de se dispenser d'une réflexion sur les moyens de réformer l'Etat – puisqu'on se propose simplement de le contourner. Elle trouve ses limites dans le contexte de dilution de toute idée d'intérêt général et d'espace public généré par les dysfonctionnements de l'Etat. La diversité des rapports réels au sein des « communautés » et la faible structuration économique et politique de vastes territoires enclavés limitent également la portée d'une telle option. Enfin, la place nouvelle et éminente que semble prendre la forêt dans les négociations internationales sur l'environnement, en particulier celles sur les changements climatiques, peut avoir des effets inattendus, et pas forcément favorables, pour la gestion communautaire des forêts.

Des ressources financières nouvelles dans le cadre de la lutte contre la déforestation et la dégradation ?

Avec les décisions de la CdP 13 (13^{ème} Conférence des parties de la conventions-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) qui s'est tenue en décembre 2007 à Bali, il est très vraisemblable que des financements additionnels publics vont alimenter un portfolio de programmes visant à réduire la déforestation, et ce sans attendre la période post-2012 et une éventuelle intégration du mécanisme REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation) au marché des permis d'émission. Rappelons qu'il s'agit d'un mécanisme de rémunération des pays en développement qui réduiraient leur rythme de déforestation (connu sous le nom de « déforestation évitée »). Ce mécanisme serait mis en œuvre au niveau de chaque pays en comparant le niveau de déforestation réel sur la « période d'engagement » avec celui correspondant à une période ou un scénario de référence. Le mécanisme est présenté comme un processus gagnant-gagnant puisque les pays du Sud bénéficieraient de crédits carbone, et donc d'incitations financières, s'ils réduisaient leur taux de déforestation, mais ils ne perdraient rien s'ils ne parvenaient pas à remplir leurs objectifs.

Plusieurs points importants restent cependant à préciser au cours du cycle de négociation qui s'est ouvert après Bali :

- le choix de la *période de référence* servant à mesurer la réduction de la déforestation. Faut-il comparer le niveau de déforestation de la période d'engagement (sans doute 2013-2017) avec une période passée (figure 4.5) ou en projetant un scénario tendanciel (« *business as usual* ») de la déforestation sur la période d'engagement (figure 4.6) ? Le choix de l'une ou de l'autre des méthodes entraînera des gagnants et des perdants potentiels : les pays ayant déjà subi une forte déforestation et qui n'ont plus beaucoup de couvert boisé seraient sans doute gagnants dans le cas de la prise en compte d'une période passée. A l'inverse, les pays qui ont eu des taux faibles de déboisement mais qui vont probablement voir ceux-ci s'accroître du fait d'investissements dans les

infrastructures routières et d'une expansion des surfaces agricoles, risquent d'être perdants avec la première option. Ils plaident donc pour celle du scénario tendanciel intégrant un « facteur d'ajustement » pour prendre en compte des besoins de développement. C'est notamment la proposition défendue dans les négociations par les pays d'Afrique centrale regroupés au sein de la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale).

- La rémunération pourra être constituée de crédits carbone, négociables sur le marché international des permis d'émissions de CO₂, ou d'autres formes de crédits non négociables sur ce même marché. Dans le premier cas, le mécanisme est intégré au marché carbone de Kyoto ; dans le second cas ce serait un fonds international qui rémunérerait les pays.
- Qui seront les principaux bénéficiaires de crédits carbone ? Les gouvernements (approche nationale) ? Les acteurs locaux, que ce soient les communautés, les entreprises ou les propriétaires (approche par projet) ? Ou les deux à la fois ?

Des craintes se sont manifestées quant aux possibles effets pervers liés à différentes modalités de mise en œuvre de ce processus. Le fait que les variations de l'ampleur du déboisement soient bien plus liées à des facteurs exogènes (changement des prix agricoles, modifications des conditions climatiques influant sur la probabilité d'incendies...) ou à des scénarios irréalistes qu'à l'action effective des gouvernements a été souligné (Karsenty et Pirard 2007) avec le risque de générer d'importantes quantités de crédits carbone douteux (i.e. non additionnels), qui viendraient déstabiliser le marché international des permis d'émission. Une autre crainte a été exprimée par des défenseurs des intérêts des communautés : celle qu'une expansion rapide des programmes de déforestation évitée ne se traduise par un contrôle accru des Etats et des « experts » sur les forêts pour favoriser des modèles de conservation favorisant l'exclusion des populations (Griffiths 2007).

La Banque Mondiale a lancé à Bali un instrument financier, le *Forest Carbon Partnership Facility* (FCPF) afin de préparer la mise en œuvre du mécanisme REDD et de renforcer les capacités institutionnelles des pays impliqués. L'un des buts d'un tel fonds « prototype » est également de financer de nouvelles politiques publiques et des programmes de réduction de la déforestation. Dans ce cadre, il serait possible de payer directement les acteurs de terrain qui participent à la réduction de la déforestation. Avec le FCPF et les contributions importantes annoncées par des pays comme la Norvège (plus de 500 millions de dollars par an sur 5 ans), les pays en développement disposant de surfaces forestières importantes vont bénéficier de ressources qui seront dépensées dans le cadre de projets et programmes, et il est peu probable que les pays donateurs acceptent que leurs contributions constituent des « récompenses financières » inconditionnelles pour des « efforts antérieurs de limitation de la déforestation » : en Afrique, dans les régions où la déforestation est restée limitée (comme dans le Bassin du Congo), il faut plus rechercher les causes dans le manque d'attractivité de la région pour des activités d'agro-business à grande échelle (et sans doute aussi à la faible densité de population dans les grandes zones forestières) que dans une « bonne gouvernance environnementale ».

L'ambiguïté demeure sur la façon de prendre en compte la notion de « dégradation » (évitée). Pour les pays d'Afrique centrale qui ont défendu la mention de la dégradation à

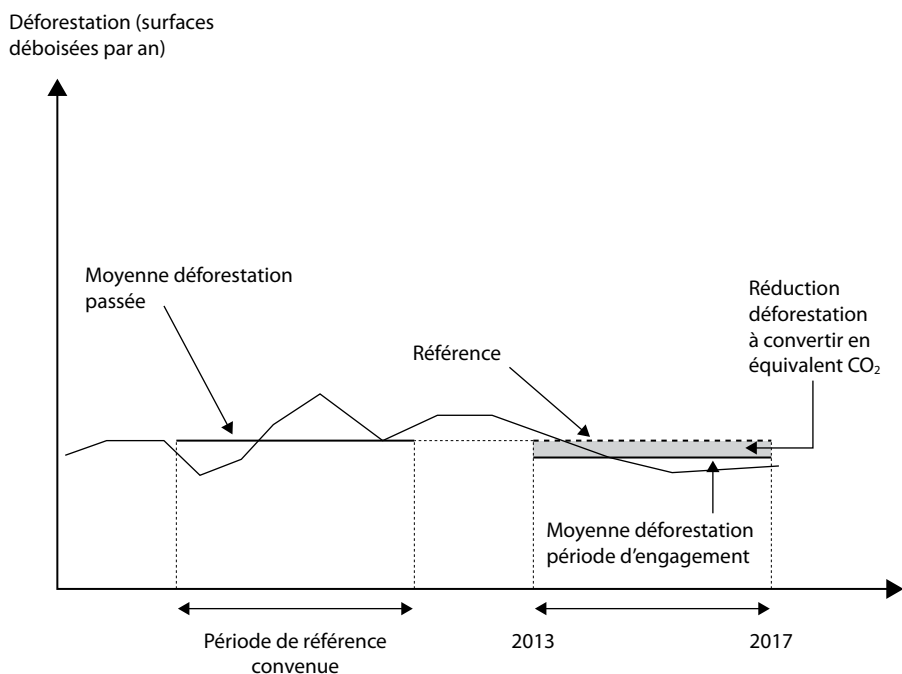
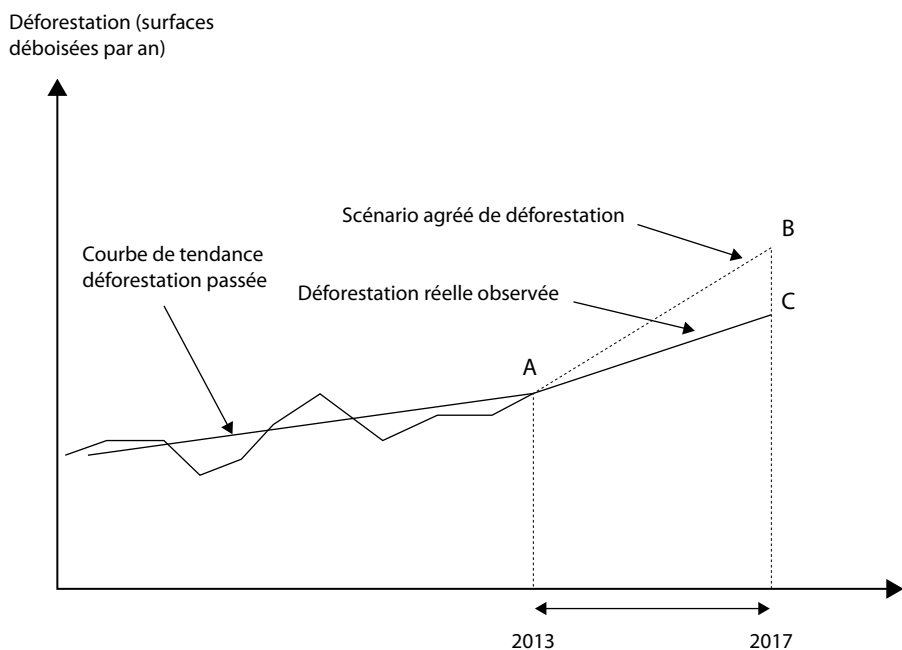


Figure 4.5 Schéma d'une rémunération pour réduction de la déforestation par rapport à une période de référence passée



Note : Aire ABC : déforestation « évitée » (par rapport au scénario) pouvant ouvrir droit à des crédits carbone (via le marché) ou à une rémunération (via un fonds)

Figure 4.6 Schéma d'une rémunération pour déforestation évitée avec scénario de référence intégrant un « facteur d'ajustement » pour prendre en compte des besoins de développement

la COP 13, l'idée était d'obtenir des avantages liés à la politique de « gestion durable » des concessions forestières, qui distingue favorablement le Bassin du Congo des autres régions tropicales grâce à l'extension de l'aménagement forestier.⁷ Mais deux obstacles majeurs s'opposent à l'idée d'une rémunération des pays pour leurs surfaces aménagées :

- L'aménagement est une condition légale qui conditionne la délivrance des concessions. Être rémunéré pour la simple application de la loi est difficilement recevable.
- Le plan d'aménagement n'est pas conçu pour la réduction des émissions de CO₂ résultant de l'exploitation mais pour assurer un renouvellement des principales espèces exploitées. Son impact sur le carbone est incertain et, de toute façon, limité.

Le plus vraisemblable est donc que la « dégradation évitée » sera mesurée par le biais de la réduction des surfaces consacrées à l'exploitation forestière, sans que cela ne bénéficie par ailleurs à des modes de foresterie communautaire basés sur l'exploitation du bois (puisqu'ils entraînent également une certaine dégradation des forêts).

Vers la création de « rentes de conservation » ?

Outre les actions de renforcement institutionnel, inévitables et nécessaires, il est pratiquement certain que les programmes REDD seront en partie destinés à financer des paiements pour services environnementaux (PSE) et des systèmes de compensations financières pour les acteurs locaux auxquels on demandera de renoncer à un certain nombre d'opportunités économiques associées au déboisement (total ou partiel). Les initiatives vont certainement se multiplier et il ne faut pas sous-estimer un certain nombre de risques associés à la mise en place de PSE à des échelles plus larges que les PSE pratiqués jusqu'à présent, notamment en Amérique centrale, sur de petits bassins versants et avec des entreprises intéressées à maintenir la qualité de l'eau utilisée en aval. Du point de vue de l'efficacité, il faudra prendre au sérieux la question de *l'additionnalité* des activités financées, c'est-à-dire que l'argent versé ne serve pas à rémunérer de faux efforts de réduction du déboisement (si, de toutes les manières, les agents n'avaient pas la capacité ou l'opportunité de déboiser). Mais cette focalisation des économistes sur l'efficacité risque de se heurter aux revendications « indigénistes » ou « locales » de rémunération des pratiques « séculaires » de conservation des forêts, et il ne manque pas de voix pour défendre, au nom d'un principe d'équité, le principe d'une rémunération égale des communautés qui conservent les forêts et des « destructeurs potentiels » comme les entreprises et les gros paysans.

Les PSE ne constituent certainement pas une panacée, dans la mesure où le respect des contrats n'a guère de chances d'être spontané, et que la surveillance des programmes à grande échelle sera coûteuse. La création d'une « rente de conservation » va susciter des enjeux importants entre les communautés et au sein même de celles-ci :

- Les groupes détenant des terres en dehors des programmes PSE vont demander également à bénéficier de ces programmes (et vont accroître leurs efforts de déboisement pour appuyer leur demande) et la réduction de la production (bois, produits agricoles) dans les zones PSE peut justement (selon l'élasticité de l'offre) accroître la rentabilité des zones « frontalières » limitrophes des zones PSE. L'argument

⁷ Sur la situation de l'aménagement en Afrique centrale, voir Nasi *et al.* (2006a ; 2006b), Devers et Van de Weghe (2006).

Tableau 4.3 Quelques données sur la déforestation dans les pays en développement

| Pays | Surface moyenne perdue annuellement entre (en milliers d'hectares) | | Surface forêt en 2005 | Changement moyen brut | |
|------------------|--|-------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | 1990 à 2000 | 2000 à 2005 | | 1990 à 2000 % | 2000 à 2005 % |
| Brésil | 2 681 | 3 103 | 477 698 | -0,5 | -0,6 |
| Indonésie | 1 872 | 1 871 | 88 495 | -1,7 | -2* |
| Soudan | 589 | 589 | 67 546 | -0,8 | -0,8** |
| Myanmar | 466 | 466 | 32 222 | -1,3 | -1,4 |
| Zambie | 445 | 445 | 42 452 | -0,9 | - 1 |
| Tanzanie | 412 | 412 | 35 527 | -1 | -1,1 |
| Nigeria | 410 | 410 | 11 089 | -2,7 | -3,3 |
| RD Congo | 532 | 319 | 133 610 | -0,4 | -0,2 |
| Zimbabwe | 313 | 313 | 17 540 | -1,5 | -1,7 |
| Venezuela | 288 | 288 | 47 713 | -0,6 | -0,6 |
| Autres pays (68) | 3 257 | | | | |

* Sous-estimé car compensé en partie par des plantations

** ainsi dans FAO 2007

Source : FAO 2007

souvent avancé selon lequel pour réduire les coûts, il faut cibler les paiements sur les zones de forêt effectivement menacées ne prend pas en compte les effets de diffusion d'une revendication de type « droit au paiement ».

- Les conflits au sein de « communautés », généralement moins homogènes qu'on ne le croit (surtout en Afrique), pour l'appropriation de la rente de conservation, entraîneront des coûts de prévention et de règlement des conflits (en même temps qu'ils feront apparaître la nécessité d'arbitrages politiques sur la répartition du foncier, et donc de véritables réformes). Mais quand, comme en Côte d'Ivoire, ils prendront une dimension de contestation identitaire de la légitimité des groupes se partageant la terre, les solutions techniques seront impuissantes.

Deux tendances opposées vont probablement entrer en tension :

- D'un côté, une tentative de « centralisation » des droits d'accès aux terres et aux ressources naturelles entraînée par l'intérêt des gouvernements qui seront tentés d'accéder aux demandes d'accès de grands groupes industriels aux ressources minières dans les zones forestières, ou pour installer de grandes cultures industrielles pour fournir le marché mondial en agro-carburants.
- Le développement des PSE au profit, notamment, des communautés va favoriser une appropriation *de facto* de territoires relevant en principe du domaine public par les acteurs locaux, car les contrats seront passés avec les communautés, reconnues en tant que responsables des zones à conserver.

L'appropriation de ces futures rentes de conservation constituera sans doute une partie importante des jeux d'acteurs du secteur forestier dans les années à venir. Quel impact cela aura-t-il sur la gouvernance des forêts ? Il est probable que les communautés villageoises, en tant que bénéficiaires potentiels, vont voir leur situation matérielle s'améliorer. Cela profitera-t-il surtout à des « élites » locales habiles à capter ces nouvelles rentes ou cela servira-t-il de tremplin à un nouveau modèle de développement durable basé sur les communautés – ainsi que l'espère la plupart des chercheurs travaillant sur ces questions ? La question reste ouverte et les réponses sont aux mains des acteurs africains eux-mêmes. Mais la communauté des chercheurs a aussi son rôle à jouer pour éclairer les enjeux et appuyer les évolutions les plus prometteuses. L'engagement pour que, au niveau central comme au niveau local, se développent les mécanismes de reddition des comptes (*accountability*) (Ribot 2007) sera l'une des principales clés de l'évolution de la gouvernance des forêts. Et au niveau des formes d'architecture de l'Etat, une telle évolution serait favorisée par l'émergence de contre-pouvoirs institutionnalisés (réseau des Cours des Comptes, commissions parlementaires disposant de pouvoirs d'investigation, justice indépendante et dotée de moyens d'action, Ombudsman...) à côté et au sein des institutions publiques afin d'améliorer la gouvernance et de favoriser la lutte contre la corruption. Si nul n'est en mesure de garantir qu'une telle architecture institutionnelle parviendra à améliorer la situation, on peut espérer que des forces politiques et sociales réformatrices émergentes dans les pays d'Afrique centrale pourront tenter d'utiliser un certain nombre de leviers attachés à l'existence de ces contre-pouvoirs institutionnalisés. Car sans relais puissants dans les sociétés civiles africaines, les nouvelles architectures institutionnelles et formes de régulation évoquées ne pourront pas fonctionner, même si différents composants sont formellement mis en place.

Conclusion

L'économie de l'Afrique bénéficie et va bénéficier de nouveaux flux d'investissements aux finalités bien différentes : investissements des nouveaux géants économiques que sont la Chine, l'Inde et d'autres pays émergents, avec pour but de s'assurer un accès à des matières premières qui tendent à devenir rares et dont les prix évoluent en conséquence : pétrole, minerais, certains bois des forêts naturelles. Mais aussi de possibles transferts financiers pour réduire la déforestation dans un certain nombre de pays, dont une grande partie sera probablement affectée à la conversion des forêts, en particulier dans le Bassin du Congo.

La demande des investisseurs des pays émergents pourrait s'étendre aux terres agricoles, car avec la crise pétrolière propulsant les prix du carburant à la hausse, la production d'agro-carburants va devenir de plus en plus rentable et l'Afrique apparaît comme un pays disposant de terres, notamment les forêts, qui pourraient être utilisées pour développer la production de palmiers à huile ou d'autres produits oléagineux susceptibles d'approvisionner les usines de fabrication. Ces flux d'investissements s'étendent également aux infrastructures, dans les zones où la mobilisation de ces ressources convoitées nécessite la réhabilitation des routes ou la construction de voies ferrées. Cela signifie

que le développement territorial sera très hétérogène, creusant des inégalités régionales déjà existantes.

Ces phénomènes économiques vont influencer sur la gouvernance de l'environnement. Les Etats bénéficiant des nouveaux investissements (c'est à dire ceux qui sont les mieux dotés en ressources naturelles devenant stratégiques) sont plus enclins à tenir à distance les demandes des IFI en matière de transparence dans l'accès aux ressources naturelles et d'équité dans le partage des bénéfices. Dans ces pays, les tendances centralisatrices et le souci de garder un contrôle discrétionnaire de l'accès aux ressources risquent de l'emporter sur les aspirations à la décentralisation et à la gestion locale. Alors que dans les pays où les ressources naturelles ne constituent pas le même enjeu stratégique, les difficultés des Etats à répondre aux besoins de développement local favorisent au contraire les transferts de gestion et la décentralisation, les gouvernements centraux se « déchargeant » de certaines responsabilités sur les acteurs locaux de la vie publique.

Dans les sous-régions les plus boisées, ces tendances centralisatrices pourraient être encore renforcées par un accroissement de la demande de conservation dans le cadre des efforts pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts découlant du mécanisme REDD, et ce parallèlement aux tentatives de grands acteurs économiques pour utiliser ces terres à des fins de production industrielle, forestière, agricole ou minière. Plusieurs modalités de la mise en œuvre de ce mécanisme REDD sont toutefois possibles, dont certaines, comme celles qui s'appuient sur des paiements pour services environnementaux aux communautés locales, sont plus favorables au renforcement des droits fonciers des populations locales et peuvent favoriser l'affermissement de leur contrôle sur les ressources des territoires qu'elles utilisent. Il est donc d'une importance majeure que les acteurs locaux, et leurs relais dans la société civile et le monde intellectuel africain, s'emparent de ce débat pour que l'architecture du mécanisme REDD et ses modalités de mise en œuvre bénéficient d'abord aux populations et acteurs de terrain – non seulement par des rémunérations mais aussi pour obtenir des investissements dans une agriculture durable, et dans des réformes et des programmes visant à assurer la sécurité foncière et matérielle des populations rurales.

Enfin, il semble nécessaire que les questions de l'équité et de la démocratie ne soient plus posées simplement comme un problème de répartition du pouvoir et des droits entre l'Etat et les communautés locales, mais aussi comme un *problème de la gestion locale elle-même* : quels sont les ressorts sociologiques et politiques qui permettent aux « élites » locales de s'approprier si facilement les différentes rentes occasionnées par la décentralisation, la rétrocession de taxes et les opportunités financières ouvertes par la production comme la conservation ? La nature et le fonctionnement des Etats reflètent des choix collectifs implicites tout comme ils influent profondément sur les modalités de la gestion locale. Toute proposition politique de décentralisation et de transfert de gestion qui ne serait *que* simple stratégie de contournement de l'Etat et qui éviterait de poser le problème de la transformation de celui-ci par des processus de réforme trouverait rapidement ses limites dans les difficultés de la gestion locale. Ces difficultés sont le plus souvent *révélées* par la captation des rentes par les élites, et les frustrations qu'engendre ce phénomène s'évacuent dans bien des cas sous la forme de conflits intercommunautaires.

Références

- Bayart, J-F. 1989 L'Etat en Afrique. La politique du ventre. Fayard, Paris.
- Bigombe Logo, P. 2004 Le retournement de l'Etat forestier : L'endroit et l'envers des processus de gestion forestière au Cameroun. Presses de l'UCAC, Yaoundé, Cameroun.
- Borrini-Feyerabend, G., Pimbert, M., Farvar, M.T., Kothari, A. et Renard, Y. 2004 Sharing power: Learning by doing in co-management of natural resources throughout the world. IIED et IUCN/ CEESP/ CMWG, Cenesta, Téhéran, Iran.
- Broadman, H.G. 2007 Africa's silk road: China and India's new economic frontier. Banque Mondiale, Washington, DC. 340 p. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/Africa_Silk_Road.pdf.
- Brunner, J. et Ekoko, F. 2000 Environmental adjustment: Cameroon case study. *Dans* : (éds.) Seymour, F. et Navroz, D. The right conditions: The World Bank, structural adjustment, and forest policy reform. World Resources Institute, Washington, DC.
- Cashore, B. 2002 Legitimacy and the privatization of environmental governance: How non-state market driven (NSMD) governance system gain rule-making authority. *International Journal of Policy, Administration and Institutions* 15(4) : 503-529.
- Debroux, L., Hart, T., Kaimowitz, D., Karsenty, A. et Topa, G. 2007 La forêt en République Démocratique du Congo post-conflit : Analyse d'un agenda prioritaire. Banque Mondiale, CIRAD, CIFOR, Bogor, Indonésie. 82 p. www.cifor.cgiar.org/Publications/Detail?pid=2207.
- Devers, D., Van de Weghe, J-P. (éds.) 2006 Les forêts du Bassin du Congo : Etat des forêts. Partenariat des forêts pour le Bassin du Congo, COMIFAC, Ministère des Affaires Etrangères, Commission Européenne, USAID. www.cbfp.org/documents/Les_forets_du_Bassin_du_Congo_etat_2006.pdf.
- Dumont, L. 1983 Essai sur l'individualisme, coll. Esprit, Seuil, Paris.
- Ezzine de Blas, D. et Ruiz-Pérez, M. 2006 Cameroonian community forests: Lessons after a decade of implementation. WWF-International, unpublished report.
- Falkner, R. 2003 Private environmental governance and international relations: Exploring the links. *Global Environmental Politics*, 3 (2) : 72-87.
- Frison-Roche, M-A. 2002 Pourquoi des autorités de régulation ? *Dans* : Le politique saisi par l'économie, Club Ulysse, Economica, p.271-285.
- Goldstein, A., Chen, M-X., Pinaud, N. et Reisein, H. 2006 China and India: What's in it for Africa? OECD Development Center, 95 p.
- Greenpeace International 2007 Carving up the Congo, www.greenpeace.org/international/press/reports/carving-up-the-congo-exec.
- Griffiths, T. 2007 Seeing "REDD"? Avoided deforestation and the rights of indigenous peoples and local communities, Forest Peoples Programme (FPP). http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/avoided_deforestation_red_jun07_eng.pdf. Reviewed.

- Hugon, P. 1992 L'«Homo africanus» est-il irrationnel ?, Cahiers des Sciences Humaines, Trente ans (1963–1992). Numéro hors-série.
- Karsenty, A. 2006 L'impact des réformes dans le secteur forestier en Afrique centrale. *Dans* : (éds.) Nasi, R., Nguingiri, J-C. et Ezzine de Blas, D. Exploitation et gestion durable des forêts en Afrique centrale, L'Harmattan, Paris. p.25-60.
- Karsenty, A. et Pirard, R. 2007 Changement climatique : Faut-il récompenser la « déforestation évitée » ?, Natures, Sciences, Sociétés 15 : 357-369.
- Karsenty, A., Roda, J-M., Fochivé, E., Milol, A. et Kuetché, M. 2006 Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun. Premier Draft. Ministère de l'Economie et des Finances, Cameroun, non publié, 222 p.
- Kozac, R. et Canby, K. 2007 Why China prefers logs? Explaining the prevalence of unprocessed wood in China's timber imports. Information Bulletin: China and East Asia, 9 octobre 2007. [http://www.forest-trends.org/documents/misc/CHEAP/CEAIB%20Issue%209%20Oct%2007%20-%20Why%20Logs%20\(English\).pdf](http://www.forest-trends.org/documents/misc/CHEAP/CEAIB%20Issue%209%20Oct%2007%20-%20Why%20Logs%20(English).pdf).
- Laffont, J-J. 2000 Etapes vers un Etat moderne : Une analyse économique. Conseil d'Analyse Economique, n° 24, La Documentation Française, Paris, p. 117-149.
- Levang, P. et Buyse, N. 2007 Droits fonciers coutumiers et autonomie régionale à Kalimantan-Est (Indonésie) : Entre enjeux de pouvoir et contrôle de l'accès aux ressources. Les frontières de la question foncière : enchâssement social des droits et politiques publiques. Vertigo, Hors-Série 4. www.vertigo.uqam.ca/.
- Mackenzie, C. 2006 Forest governance in Zambézia, Mozambique: Chinese takeaway! Final report for Fongza. www.open.ac.uk/technology/mozambique/pics/d72272.pdf.
- Nasi, R., Cassagne, B. et Billand, A. 2006a Forest management in Central Africa: where are we? International Forestry Review Vol.8 (1) : 14-20.
- Nasi, R., Nguingiri, J-C. et Ezzine de Blas, D. (éds.) 2006b Exploitation et gestion durable des forêts en Afrique centrale, L'Harmattan, Paris.
- Ndjanyou, L. et Majerowicz, C.H. 2004 Actualisation de l'audit de la fiscalité décentralisée du secteur forestier camerounais. MINEFI – Institutions et Développement, Yaoundé, Cameroun.
- OCDE 2004 Le développement durable dans les pays de l'OCDE : Mettre au point les politiques publiques, OCDE, Paris, 194 p.
- Ostrom, E. 1990 Governing the commons: The evolution of institutions for collective action, Cambridge, Cambridge University Press, RU. 280 p.
- Oyono, P.R. 2004 Institutional deficit, representation and decentralized forest management in Cameroon – Elements of natural resource sociology for social theory and public sociology. Working Paper #15, série Environmental Governance in Africa, World Resources Institute, Washington, DC.
- Oyono, P.R. 2005 Profiling local-level outcomes of environmental decentralizations: The case of Cameroon's forests in the Congo Basin. Journal of Environment & Development, vol. 14, n° 2, pp. 1-21.

- Pagiola, S., Bishop, J. et Landell-Mills, N. 2002 Selling forest environmental services – market-based mechanisms for conservation and development, Earthscan, Londres.
- Pattberg, P. 2005 What role for private rule-making in global environmental governance? Analyzing the Forest Stewardship Council (FSC). *Dans : International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics* 5 (2) : 175-189.
- Ribot, J. 2007 Dans l'attente de la démocratie. La politique des choix dans la décentralisation de la gestion des ressources naturelles. World Resources Institute, Washington, DC.
- Schneider, F. 2007 Certification FSC et gouvernance d'entreprise en Indonésie. Mémoire Master GEEFT, Engref/AgroParisTech, Montpellier, France.
- Sterner, T. 2003 Policy instruments for environmental and natural resource management. Banque Mondiale, Washington, DC.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) 2007 Foreign direct investment statistics. www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intItemID=4180&lang=1.
- White, A., Sun Xiufang, Xu Jintao, Canby, K., Barr, C., Katisgris, E., Bull, G., Cossalter, C. et Nilsson, S. 2006 China and the global market for forest products: China-Africa trade, transforming trade to benefit forests and livelihoods, Forest Trends. www.forest-trends.org/documents/publications/China%20and%20the%20Global%20Forest%20Market-Forest%20Trends.pdf.
- White, A., Khare, A. et Molnar, A. 2007 Transitions in forest tenure and governance: Drivers, projected patterns and implications. Rights and Resources Group, www.rightsandresources.org/library/publications/global/Transitions-Forest-Tenure-and-Governance.pdf.